

## Agriculture | La région et ses partenaires viticoles "accélèrent" autour de la viticulture durable



**La Région Nouvelle-Aquitaine et ses partenaires du monde viticole, de la recherche à la production, ont appris le 9 janvier, que leur projet collectif de territoire autour de la viticulture durable et de la sortie des pesticides était retenu, après appel à manifestation d'intérêt, au titre de l'action « Territoire d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA). Une action financée, au niveau national, par le programme d'investissement d'avenir à hauteur de 500 M€ sur 10 ans. 24 projets sur 117 ont pour l'heure été pré-sélectionnés. La sélection finale en retiendra 10. Les partenaires ont bon espoir, le jury ayant placé ce projet néo-aquitain sur la 1ère place du podium des projets agricoles au niveau national, et sur la 3ème place du classement général.**

Porté par la Région, le projet de territoire autour de la viticulture et de la sortie des pesticides pré-sélectionné au TIGA est un projet collectif. Au nombre des partenaires, les acteurs de la recherche tels l'Institut de la vigne et du vin, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), les Universités du territoire, mais aussi de l'ensemble de l'interprofession viticole, les organismes de transfert et d'innovation à travers le réseau régional des Chambres d'agriculture, l'Institut Français de la Vigne et du Vin, le pôle de compétitivité Innovin ou encore Cap sciences, en matière d'animation réseau et de diffusion de la culture scientifique, sans oublier la formation à travers les lycées agricoles et Bordeaux Sciences Agro (BSA).

### « Ce projet permet de faire de nos forces, une force. »

Nombre de ces acteurs étaient présents ce lundi matin autour d'Alain Rousset, Président de la Région, Jean-Pierre Raynaud, son vice-président délégué à l'agriculture et à l'agroalimentaire et Lydia Héraud, conseillère régionale en charge de la viticulture et des spiritueux pour la présentation à la presse de ce projet.

« C'est un projet innovant à la fois parce qu'il nous permet de travailler tous ensemble et parce qu'il part du problème des pesticides pour travailler sur un projet agricole plus large et en cherchant à rendre ces territoires plus attractifs », synthétise Lydia Héraud. Une démarche collective forte que chacun des partenaires a tenu à féliciter, à l'image de Bernard Artigue, président de la Chambre d'Agriculture de Gironde, et viticulteurs : « Ce projet permet de faire, ce qu'il fallait faire : agréger ce qu'on l'on faisait de façon un peu dispersée. Faire de nos forces, une

force. »

Après avoir passé déjà deux étapes de sélection, une écrite en septembre et une orale en novembre, c'est en juin 2018 que sera lancé l'appel à projet permettant la sélection finale au niveau national des 10 projets TIGA. Pour être parmi ces 10, il s'agira alors de présenter le programme d'actions imaginé pour concrétiser ce projet. Un projet qui passe par la mise en œuvre de 7 chantiers thématiques, sur lesquels les partenaires ont donc moins d'un an pour se mettre autour de la table et ce dès le mois de janvier pour les quatre premiers d'entre eux.



## Des laboratoires d'innovation territoriale

Le premier de ces chantiers, véritable clef de voûte du projet TIGA, est la création d'un réseau d'une douzaine de « Laboratoires d'Innovation Territoriale » (LIT) sur l'ensemble du territoire régional viticole. Installés sur un territoire ou un vignoble donné, « ils seront un lieu de dialogue social avec les citoyens et les riverains, mais aussi permettront de tester les techniques innovantes au plus près des utilisateurs finaux, notamment pour la diminution des pesticides », explique Lydia Héraud.

Le deuxième chantier visera à repérer et massifier les bonnes pratiques, mises en œuvre par exemple au sein des fermes Ecodephy. Pour Alain Blanchard, Directeur de l'ISVV, l'enjeu ici est d'importance : « on constate aujourd'hui qu'il y a des freins à la diffusion de ces bonnes pratiques. A travers ce projet, on pourra chercher à mieux connaître ces freins et à trouver les bonnes clefs pour favoriser le développement de ces pratiques vertueuses ».

Le troisième chantier relevé par la conseillère régionale est celui de l'agriculture digitale et collaborative ; l'objectif étant ici de construire et animer une plate-forme régionale numérique, avec là encore la question du partage des données et de leur exploitation par tous. Quatrième sujet qui sera étudié dès ce mois de janvier : « les solutions alternatives pour la viticulture de demain ou comment concevoir et expérimenter des outils innovants pour une viticulture durable et compétitive ».

Un peu plus tard dans le calendrier, les partenaires se pencheront sur la question des outils financiers innovants, sur « la connaissance pour nourrir l'innovation ou comment mobiliser les centres de recherche pour répondre aux enjeux émergés par les Laboratoires de l'innovation », et enfin, sur « la valorisation des territoires à travers la filière viticole et ses aménités positives comme moteur du développement et d'attractivité des territoires ».

Derrière ces grands sujets, s'il est bien sûr en jeu « une transformation de grande ampleur sur le territoire ayant des effets probants sur les quantités de pesticides utilisées, l'état de la biodiversité, la qualité de vie des habitants du territoire et l'attractivité économique et touristique », c'est aussi très concrètement pour les viticulteurs ou leurs instances collectives, « un accompagnement à la prise de risque inhérente aux changements de pratiques » qui est mise en avant par Jean-Pierre Raynaud. Le même assure d'ailleurs qu'en cas d'échec, « tout le travail déjà réalisé se poursuivra, même s'il aura logiquement un peu moins d'ambition ».

## «On ira sans doute au delà des 150 M€ »

Mais c'est bel et bien gagnants, convaincus de la dimension « d'accélérateur du projet permettant d'aller encore plus vite et plus loin sur la question des pesticides » que les partenaires se lancent dans cette dernière phase de sélection. Et pour cause, en cas de réussite, au-delà des 50 M€ promis par le programme d'investissement sur dix ans, la mobilisation des acteurs et le déploiement de partenariats publics et privés devraient permettre « un effet de levier plus que doublé ». Si le travail partenarial n'est pas encore stabilisé pour donner des chiffres définitifs, « on ira sans doute sur ce projet au delà des 150 M€ » estime l'équipe régionale. Le résultat définitif sera connu fin 2018 - début 2019.



Solène Méric

*Crédit Photo : Aqwi.fr*  
*Publié sur aqwi.fr le 15/01/2018*  
*[Url de cet article](#)*